



Amis, parents, confrères et connaissances n'ont pas eu tort de me demander de rester vigilant. Connaissant les méthodes et les pratiques des barbouzes, sicaires et cerbères de Paul Biya, la simple assurance verbale du commandant de Brigade de gendarmerie de Biyem Assi ne pouvait pas me faire baisser la garde. Nous avons, d'ailleurs, écrit dans *Germinal* n°085, du 16 mai 2016 qui marquait notre retour dans les kiosques, que nous sommes conscients que nos différentes prises de position gêneront l'ordre établi, dans une certaine mesure l'establishment, bref tous ceux qui, autour de la mangeoire, profitent goulument du régime et dépècent le Cameroun. Nous savions que nos prises de position déclencherait, chez les cerbères et sicaires de Paul Biya, une poussée d'adrénaline. Depuis que ces pulsions d'adrénaline ont atteint une certaine intensité et une fréquence maximales avec les événements de

Nord-Ouest

et du

Sud-Ouest

, ils ont, visiblement décidé d'en finir avec nous. Ils mettent tout en œuvre pour nous atteindre. Afin que nul n'ignore et tout en demeurant zen et lucides, pour ne pas tomber dans

la paranoïa, nous rendrons publiques toutes les manœuvres suspectes autour nous. Que ceux qui sont à nos trousses se le tiennent pour dits : nous sommes profondément attachés à notre indépendance. Aucune menace, aucune intimidation, aucune pression, aucun emprisonnement ne nous fera dévier de notre ligne. Il ne reste plus qu'une seule chose aux tontons macoutes qui sont à nos trousses depuis quelque temps : l'enlèvement et/ou l'assassinat. Nous sommes préparés pour relever le défi de mort, à condition que notre disparition, nos cendres et cadavres deviennent l'humus sur lequel germera un Etat de droit, une République du Cameroun, démocratique et prospère. En attendant ce jour fatidique qui arrivera inéluctable du fait des sicaires et cerbères de Paul Biya ou non, quoi qu'on en dise, quoi qu'on en pense, quoi qu'il advienne, nous n'aurons qu'une passion, celle de la lumière, au nom de nos lecteurs, du peuple camerounais et de l'humanité qui ont tant souffert, qui continuent de souffrir, et qui ont droit au bonheur (Zola), sachant pertinemment que la lumière est redoutable pour les forces négatives vivant dans les ténèbres. Nous ne parlerons pas comme Martin Lutherking qui avait fait un rêve pour l'Amérique. Nous pensons cependant comme Zola que des hommes pousseront, une armée noire, vengeresse, qui germeront lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination fera bientôt éclater la terre (*Germinal*, p. 503).

Les faits

1- Ma convocation à la brigade de gendarmerie de Biyem Assi

Il est **13h20**, ce **jeudi 26 janvier 2017**. Je reçois un coup de fil de **Denis Kwebo**, qui m'informe qu'il vient d'être abordé à Douala par des gendarmes qui recherchaient le siège de

Germinal

. Naturellement, le confrère leur dit que notre siège se trouve à Yaoundé. En précisant que, habitué aux gendarmes, je suis un homme ouvert et qu'il leur suffit d'acheter une édition de *Germinal*, de relever le contact, de m'appeler pour que je réponde à leur sollicitation. Dix (10) minutes après, c'est-à-dire à 13h30mn, je reçois un appel du numéro du **675 297 981**.

Celui qui m'appelle se présente comme étant le CB (commandant de brigade de gendarmerie de Biyem Assi). Il me demande où se situe notre siège. A la question de savoir pourquoi cette sollicitation, il me fait comprendre que nous ne pouvons pas parler de ces choses au téléphone. Je lui fais comprendre que je suis en réunion. A la question de savoir si je peux venir vers lui accompagné d'un de mes conseils, car on ne sait jamais quand on est invité par les gendarmes, il répond par l'affirmative. Enfin, je lui dis que nous viendrons vers lui ce jour ou demain, le temps pour moi d'informer nos conseils.

14h28 mn, je reçois un autre coup de fil de la brigade de gendarmerie d'Akwa-Douala (téléphone **233 439 665**). Mon interlocuteur qui se présente comme gendarme me demande où se situe *Germinal* à Douala, car dit-il, on lui a dit que le siège de *Germinal* se

trouve à Akwa. Je lui fais comprendre que je viens de recevoir un coup de fil de son collègue de Biyem Assi à Yaoundé. A la question de savoir pourquoi les gendarmes sont à mes trousses, il me réponds qu'"on" lui a demandé de retrouver le siège de *Germinal* qui serait à Akwa. Et qui on? (Hésitation) sa hiérarchie, répond-il.

Nos conseils n'étant pas dans la ville, nous nous rendrons à la brigade lundi, parce que, disent-ils, il ne faut pas perdre de vue que vendredi est un jour d'abus.

2- Plus de peur que de mal?

14h32 mn, ce vendredi 27 janvier 2017. Je joins au téléphone le Commandant de brigade de gendarmerie de Biyem Assi pour lui dire que je me présenterai dans ses locaux le lundi 30 janvier 2017 à 10h. À ma grande surprise, il m'apprend qu'il n'y a pas de problème particulier nous concernant, *Germinal* et moi. Seulement, m'apprend-il, il avait reçu une note lui demandant de localiser les sièges des organes de presse situés dans son unité de commandement. À la question de savoir pourquoi il ne me l'avait pas dit hier au cours de notre entretien, tout en présentant ses excuses, il me fait comprendre qu'il y a eu une incompréhension, parce que nous étions dans la circulation. Je marque mon étonnement en lui apprenant que la même démarche a été entreprise par son collègue de la brigade de gendarmerie d'Akwa (Douala). Il insiste et affirme qu'à son niveau, il n'y a rien contre nous tout en me rappelant que sa démarche visait seulement à respecter les directives de la note qu'ils ont reçue.

La conversation a duré 4mn 33 s.

3- Un mystérieux interlocuteur

Dimanche 29 janvier 2017. Autour de **15h40 mn**, quelqu'un m'appelle sur mon téléphone fixe (son numéro ne s'affiche pas). Il me dit qu'il appelle pour le compte d'une association des

étudiants en médecine, ressortissants de l'Ouest Cameroun.

Aussi m'apprend-il qu'ils organisent chaque année une activité à l'Ouest et que cette année cette activité aura lieu dans le Koung khi et qu'il voudrait me remettre un dossier y relatif.

Je lui dis que je ne suis pas à l'ouest ni dans le Koung Khi. Il me dit qu'ils sont basés à Yaoundé. Curieusement au cours de la conversation, il cherche à connaître le nom de ma structure.

Je lui renvoie la question. Je lui fais comprendre qu'il est curieux qu'il soit en train de chercher à remettre un courrier à quelqu'un ou à une structure qu'il ne connaît pas. Il me dit qu'**ON** lui a dit qu'il devait remettre le colis à Talla Jean Bosco.

Je lui demande qu'il aille lundi (30 janvier 2017) déposer ce courrier, dans le kiosque à journaux situé en face du **Supermarché Casino**. Et que je passerai le chercher, ou j'enverrai quelqu'un pour le faire.

Par la suite, une source m'apprend que le Sed a expressément demandé de me suivre et d'établir des fiches sur moi. Vrai ou faux ? Toujours est-il que le lundi 30 janvier 2017, j'appelle le responsable du Kiosque pour savoir si mon interlocuteur inconnu du dimanche a déposé le courrier comme convenu. Sa réponse est négative. Visiblement, le coup de fil reçu dimanche dernier visait à me localiser.

Bis repetita placent Ce n'est d'ailleurs pas pour la première fois que les barbouzes de Paul Biya nous cherchent noise. Le **10 décembre 2009**, ils avaient déjà usé d'un stratagème identique pour me kidnapper en pleine rue. La suite de l'histoire, tout le monde la connaît : garde à vue dans une cellule du secrétariat d'État à la défense (Sed), 30 jours à la prison centrale de Yaoundé, Kondengui, condamnation à un (1) an d'emprisonnement avec sursis pour trois (3) ans et

3 154 650 FCFA

d'amende et dépens, pour
outrage au chef de l'État

(pas moins) et ma libération après paiement de cet argent. Le

29 décembre 2009

, après avoir interjeté appel du jugement rendu le

28 décembre 2009

et enregistré le

30 décembre 2009

au Greffe du Tribunal de première instance de Yaoundé/CA, le dossier a disparu. Nos multiples recherches sont restées vaines jusqu'à ce jour.

Ils étaient revenus à la charge en 2012 comment je l'avais révélé dans une interview accordée à *Cameroon-info.net*. « Du 07 au 09 novembre 2012, [en effet] nous organisons un colloque sur le thème: repenser et reconstruire l'opposition camerounaise. Après avoir indexé certains parmi les organisateurs, dont moi, comme les amis de Guerandi, le régime de Yaoundé prend peur. L'appareil de répression tient au moins trois réunions pour disséquer ce qui sera dit et les intentions des organisateurs du colloque. Un plan de déstabilisation des intentions de ce colloque est concocté pour exécution rapide. Avant l'ouverture des assises, nous avons vent de ce plan, des détails de son exécution, mais nous continuons les préparatifs.

Après l'ouverture du colloque, le premier jour, à la pause, un de mes étudiants, commissaire de police, me fait appeler discrètement au troisième étage de l'hôtel où se tenait le colloque. Il m'apprend que le Dgsn avait décidé de m'enlever, parce que je serai l'un des hommes de

Écrit par Ecrit par Jean-Bosco Talla

Mercredi, 01 Février 2017 07:44 - Mis à jour Vendredi, 15 Septembre 2017 12:58

Guerandi. Et qu'en me torturant, je pourrais leur dévoiler les lieux où les armes sont cachées et qui sont nos complices. Avant le début, de la deuxième session, j'informe les autres organisateurs et nous décidons de rendre publique cette information en direct sur les ondes de Radio Cheikh Anta Diop et en présence d'une assistance médusée.

Quatre jours après le colloque, une jeune dame, vraisemblablement un agent de renseignement qui avait pris part au colloque, m'aborde chez mon marchand de journaux. En aparté, elle me dit: "tu as bien fait de dévoiler ce qui se tramait contre vous. Soyez prudent". ».

Tout le monde sait aujourd'hui quel sort a été réservé au compatriote **Mbara Guerandi**. Il s'est volatilisé dans la nature, pour ne pas dire plus. Peut-être, devenu moine et se livrant désormais aux activités contemplatives, vit-il dans un

Ashram

situé dans une forêt interdite en Inde.

Jean-Bosco Talla

Directeur de Germinal